

SÉNATEURS DU TIERS-PRÉSIDENTIEL

Bouteflika s'apprête à pourvoir les postes vacants

En prévision de la conférence parlementaire qui devra avaliser le projet d'amendement constitutionnel, le président de la République procédera incessamment, croit-on savoir de bonne source, au pourvoi des postes de sénateurs du tiers présidentiel, restés vacants depuis le dernier renouvellement.

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - Lors de la désignation de décembre 2006, le président de la République a manqué de nommer la totalité des sénateurs relevant du tiers présidentiel.

Il n'avait désigné, en effet, que 41 sénateurs, se réservant de nommer ultérieurement aux postes laissés vacants, soit 7 au total.

Le président Bouteflika, qui a officialisé mercredi son projet d'amendement partiel de la Constitution par voie parlementaire, aura donc estimé arrivé le moment de compléter les désignations des sénateurs du tiers présidentiel.

Il va sans dire que les futurs désignés viendront appuyer le vote parlementaire de l'amendement constitutionnel, lequel, à en croire le chef du gouvernement, interviendra au courant du mois de novembre. L'on croit savoir, par ailleurs, que, pour ces nouvelles nominations, le président

Bouteflika ne se suffira pas de puiser dans le seul magma de personnalités politiques et culturelles. Il aurait retenu, dit-on encore, de promouvoir quelques recalés de l'aventure partisane.

Cependant, prudence exige, aucun nom n'est avancé.

Faisant cela, le président de la République aurait à l'idée d'élargir — ou du moins à le faire croire — le consensus autour de son projet de révision constitutionnelle.

Ceci à l'effet de contrebalancer la réaction négative que le raccourci pris pour avaliser l'amendement constitutionnel produit déjà chez les partis de l'opposition. Certains ont quasiment qualifié l'entreprise de putsch.

Car, en termes de vote, le président Bouteflika est d'ores et déjà assuré que son texte recueillera les suffrages parlementaires. Sur ce plan-là, il n'a donc pas besoin du concours des 7



Photo : Samir Sid

S'assurer le quorum des deux chambres parlementaires.

nouveaux sénateurs qu'il s'apprête à désigner. L'alliance parlementaire, prolongement de

l'Alliance présidentielle que configurent le FLN, le RND et le MSP, et les sénateurs du tiers

présidentiel lui assurent largement un vote majoritaire.

S. A. I.

ABDELAZIZ RAHABI ANCIEN MINISTRE DE LA CULTURE

ET DE LA COMMUNICATION :

«Mépris pour l'intelligence des Algériens»

Pour installer sa présidence à vie, le chef de l'Etat a sonné le rappel des symboles de la Révolution, valeur-refuge dans les situations de crise et source de rente en temps de prospérité. Il ne dissocie pas entre les victimes de cette Révolution, ses héros et ses commerçants alors qu'il recrute dans cette dernière catégorie ceux qui applaudissent au viol de la liberté, principal socle fondateur de l'adhésion du peuple algérien à la guerre de Libération.

Et c'est justement parce qu'il considère que l'autorité du pouvoir n'est pas fondée sur le savoir, la légitimité et de réelles compétences que Bouteflika en vient à déclarer que la non-limitation des mandats est une avancée démocratique.

Cette assertion dénote d'un mépris pour l'intelligence des Algériens et constitue une



Photo : DF

Abdelaziz Rahabi.

contre-vérité historique pour peu que l'on regarde autour de soi.

Elle renseigne surtout sur le niveau des

ambitions que nos plus hauts dirigeants ont pour un grand pays réduit à leur dimension personnelle pour faire du rêve algérien une addition de destins individuels.

Après 10 ans de pouvoir absolu porté par la sympathie de la communauté internationale convaincue de la justesse des thèses algériennes par les attentats du 11 septembre 2001, des revenus pétroliers jamais égalés depuis l'Indépendance, des contre-pouvoirs institutionnels anesthésiés par la rente, une opposition réduite au silence par la fermeture du champ politique et son incapacité à fédérer ses forces, le président de la République diagnostique que la solution à la crise réside dans la constitutionnalisation d'un pouvoir à vie.

Les Algériens étaient en droit d'espérer que la grande Révolution de Novembre enfante des Mandela, elle a accouché d'un Mugabe.

A. R.

LE NOUVEAU PARTI A ÉTÉ CRÉÉ HIER

Les anciens du MDS lancent le MDSL

D'anciens militants du Mouvement démocratique et social (MDS) ont annoncé, hier, la création du Mouvement démocratique social et laïque.

«Le MDSL est la consécration d'une refondation qualitative du MDS, comme cela a été le cas par le passé pour le PAGS puis pour Ettahadi», a affirmé, hier, Moulay Chentouf, lors d'une conférence de pres-

se animée au siège du quotidien *El Watan*.

Les fondateurs de ce nouveau parti politique se disent tous «membres historiques» du MDS. Outre le principe de double rupture (avec l'islamisme et le système rentier), cette

formation a pour ligne directrice l'instauration de la laïcité.

«Nous exigeons l'abrogation de l'article 2 de la Constitution qui stipule que l'Islam est religion d'Etat ainsi que l'abrogation du code de la famille.

Comme nous militons également pour l'officialisation de

la langue tamazight», a souligné Moulay Chentouf. Ce dernier a insisté sur un rassemblement des forces démocratiques tout en critiquant l'action du RCD et du FFS qui a légitimé le système.

Notons, enfin, que le MDSL envisage de tenir ses assises au courant de l'année 2009.

T. H.

La FIJ condamne la prohibition du livre de Benchicou

La Fédération internationale des journalistes (FIJ) a condamné la prohibition en Algérie de *Journal d'un homme libre*, le dernier livre du journaliste Mohamed Benchicou, un critique acharné du gouvernement. C'est le deuxième livre de Benchicou interdit au cours de la dernière année.

«Le gouvernement semble s'accoutumer à interdire les livres de Mohamed Benchicou», a déclaré Aidan White, secrétaire général de la FIJ. «Les actions des autorités indiquent de façon répétée qu'elles ne tolèrent pas les critiques et le journalisme indépendant. Notre collègue fait partie de ceux qui en paient le prix.» La FIJ rappelle que Benchicou a été condamné en 2004 à deux années de prison ferme, dans «une affaire dénoncée par les organisations de liberté de la presse et par les journalistes».

«A l'époque, souligne l'organisation, cette condamnation avait été perçue comme une tentative officielle ayant pour objet d'étouffer les critiques du journaliste, fondateur et ancien directeur du quotidien *Le Matin*, finalement interdit de publier en 2004.» En novembre 2007, son livre *Les géôles d'Alger* fut banni de la Foire du livre d'Alger.